

Embargo
Vendredi 3 septembre 2004
12 h 00

Seul l'exposé prononcé fait foi

Journée de l'économie
3 septembre 2004, Zurich

L'avenir du site d'innovation Suisse

Dr. Franz B. Humer, président du Conseil d'administration, Roche Holding SA, vice-président d'economiesuisse

Monsieur le Président de la Confédération,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux et Conseillers aux Etats,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je saisis l'occasion qui m'est offerte de m'exprimer sur *l'avenir du site d'innovation Suisse*, sujet très central, me semble-t-il, pour l'économie du pays.

Mais je ne m'adresse pas à vous en prophète – qui pourrait prédire avec certitude ce que sera ce site d'ici dix ou vingt ans? – ni en prédicateur proposant des solutions toutes faites ou en pessimiste de métier. L'important, me semble-t-il, pour les entrepreneurs comme pour les politiques, est de reconnaître les tendances et de mesurer les conséquences qu'elles peuvent avoir. N'oublions jamais que la force actuelle du site pharmaceutique Suisse et les conditions économiques toujours favorables qu'offre le pays ne vont pas de soi et qu'elles ne sont pas tombées du ciel. Les entrepreneurs comme les politiques doivent être conscients des espaces dont ils disposent pour agir et en faire, grâce à une action prévoyante, le profit de leur entreprise ou du pays. Ce qui est, certes, plus facile à dire qu'à faire. Néanmoins, le fait est que l'avenir du site d'innovation Suisse dépend en grande partie de notre capacité à reconnaître et tirer parti des chances qui s'offrent à nous. Mais sachons aussi voir et éviter les dangers, et ne pas épouser forcément les thèses à la mode que défendent bec et ongle d'autres entrepreneurs ou politiques.

La concurrence de l'Asie et de l'Europe orientale s'étend également à la recherche et développement (R&D)

Si les conditions qu'offre la Suisse restent bonnes, son avance économique sur l'étranger ne cesse depuis vingt ans de s'amenuiser. Même dans l'UE, que l'on dit atteinte d'«euro sclérose», reproche hélas justifié, la faiblesse de la croissance n'est de loin pas aussi chronique que pour notre économie.

Gardons-nous toutefois de regarder uniquement l'UE. C'est surtout sous l'impulsion de l'Asie, mais aussi de l'Europe orientale, que va s'accroître dans des proportions notables la pression qui s'exerce sur la Suisse, de même que sur tout le monde industrialisé occidental. Et l'Europe, avec ses structures rigides, est beaucoup plus mal armée que les Etats-Unis pour y faire face. Notre jeune génération va subir la concurrence de pays comme l'Inde et la Chine, où une jeunesse assoiffée de savoir et pleine d'ambition ne pense qu'à réduire la différence de prospérité qui existe par rapport aux pays industrialisés.

Est-il vraiment utile de rappeler qu'en ce qui concerne les produits simples, standardisés, les délocalisations vers des régions où les coûts sont moins élevés renforcent la division internationale du travail. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que la concurrence des sites asiatiques augmente aussi, de façon constante, pour des tâches sophistiquées et des processus complexes tels que la recherche et le développement. Après les fabricants les ingénieurs, après les ingénieurs les chercheurs. Singapour, par exemple, joue à fond la carte de l'économie à base de savoir, qui, outre les sciences biomédicales, englobe des domaines comme l'informatique et les télécommunications. Shanghai et Pékin en Chine, Bangalore en Inde misent de plus en plus sur des secteurs tels que les sciences de la vie et les technologies de l'information, où la recherche joue un rôle primordial.

Il y a là un potentiel immense, qui, selon moi, existe pour nous aussi. Aussi Roche sera-t-elle la première entreprise étrangère du domaine de la santé à inaugurer, cette année encore, à Shanghai un centre moderne de recherche et développement. Cela aura à long terme sur la compétitivité de Roche des effets positifs dont profiteront aussi à la longue nos sites suisses. Investir à l'étranger en pensant à l'avenir est souvent une façon de préparer le terrain à des investissements ayant pour cadre la Suisse. La question des sites est l'une de celles dont une entreprise globale ne peut plus, de nos jours, décider en invoquant des raisons purement sentimentales ou d'attachement au terroir. Les décisions qu'elle prend en la matière doivent s'appuyer sur les principes fondamentaux que sont la compétitivité internationale et le positionnement global. Dans une certaine mesure, le politique doit lui aussi apprendre à intégrer à certaines de ses décisions cette situation de concurrence globale.

La concurrence que se livrent les sites est en train de ne plus avoir seulement le prix pour enjeu mais aussi l'innovation. Car l'innovation est le véritable moteur de la croissance. Pour une économie ouverte et de taille réduite, comme l'est celle de la Suisse, où le coût du travail est comparativement élevé, innover signifie l'obligation de recommencer sans cesse à inventer et commercialiser avec succès des produits à haute valeur ajoutée.

Par quoi cela se traduit-il en termes concrets? Prenons comme exemple l'industrie de santé suisse, c'est-à-dire une industrie basée sur la recherche.

L'industrie pharmaceutique suisse et la course à l'innovation

Des entreprises comme Roche connaissent depuis de nombreuses années déjà une concurrence internationale dont le facteur déterminant n'est pas le coût des produits mais leur qualité, leur teneur en innovation.

Nous allons voir maintenant

- qu'avec la stratégie qu'elles appliquent, les entreprises pharmaceutiques suisses sont, jusqu'ici, très bien placées dans la course globale à l'innovation,
- que le contexte international dans lequel évolue notre industrie ne permet encore aucun relâchement (ni pour les entrepreneurs, ni pour les politiques),
- enfin, quelles sont les conditions cadres qu'il faudra réunir pour que continue cette «success story».

La «success story» de Pharma Suisse

C'est à son industrie pharmaceutique que la Suisse doit quelques-uns des plus beaux chapitres de sa réussite économique et notre pays a encore renforcé au cours des dix dernières années ses positions concernant

- la compétitivité de son industrie pharmaceutique,
- l'importance et la force d'innovation de son site de recherche,
- la création de nouveaux emplois et
- le dynamisme de ses exportations pharmaceutiques (qui ont doublé en l'espace de six ans et atteignent aujourd'hui 31 milliards de francs).

L'industrie pharmaceutique, dont les exportations génèrent un excédent de près de 15 milliards de francs, est un des moteurs de la croissance économique.

D'autres pays européens considèrent d'ailleurs comme exemplaire le modèle suisse, juste milieu entre les intérêts de la santé et ceux de l'industrie.

Les chiffres des exportations montrent, on ne peut plus clairement, combien l'industrie locale dépend des tendances du marché mondial. Roche génère moins de 2% de son chiffre d'affaires en Suisse. Savoir reconnaître les tendances globales et être capable de les comprendre est donc primordial. Mais la Suisse, où nous investissons chaque année 20% de nos dépenses de recherche et comptons environ 15% de nos collaboratrices et collaborateurs, est en même temps pour Roche de la plus haute importance en tant que site industriel et siège du groupe, et souvent aussi en tant que référence en ce qui concerne nos prix et les recettes que nous générons dans toutes les régions du monde.

Les tendances internationales – défi pour le site pharmaceutique Suisse

Voyons maintenant les défis que doit relever en Suisse l'industrie pharmaceutique et de santé:

- Le besoin de produits nouveaux et innovants subsiste partout, car la plupart des maladies restent, malgré tous les succès que l'on a enregistrés, sans traitement causal. En ce domaine, seules les technologies les plus nouvelles et sans cesse renouvelées permettent à la recherche industrielle de se maintenir au plus haut niveau. C'est grâce à elles que l'on parviendra à renouveler, à moyen et long terme, les méthodes utilisées dans la recherche médicale. Il ne fait aucun doute que la biotechnologie, science clé du XXI^e siècle, ouvre, avec l'automatisation et l'informatique, des perspectives nouvelles à toutes les sciences de la vie, à commencer par la médecine. La médecine moléculaire, discipline dont Roche est un des leaders mondiaux, doit par exemple donner les moyens de reconnaître plus tôt les maladies, de les caractériser avec plus de précision et de les traiter sur des bases plus individuelles, voire d'en empêcher le développement.

- Au train où vont les choses, se maintenir sans cesse à la pointe de la technologie coûte fort cher. Et bien que les avancées soient énormes, développer un nouveau médicament revient toujours à chercher une aiguille dans une botte de foin: sur 10 000 substances testées, une seule donnera finalement un médicament que prendra un patient. Durée du processus: 10 à 12 ans. Coût moyen de celui-ci par médicament commercialisé: environ 800 millions de dollars (échecs compris), avec une tendance à la hausse. Roche aura investi cette année 5 milliards de francs en recherche et développement. Or, même ces sommes astronomiques ne sont pas un gage de réussite, et encore moins une garantie de prix ou de chiffre d'affaires.
- On observe en outre, depuis quelques années, que le «centre de gravité» de l'industrie pharmaceutique n'est plus l'Europe, son marché traditionnel, mais les Etats-Unis. Il y a dix ans, les entreprises européennes dominaient encore la «ligue des champions» des dix meilleures compagnies pharmaceutiques du monde. Aujourd'hui, on trouve parmi celles-ci cinq laboratoires américains, deux suisses et trois seulement de l'UE, à savoir GlaxoSmithKline (R.-U.), AstraZeneca (R.-U.) et Sanofi/Aventis (F). C'est là le résultat d'une politique européenne des sites à courte vue, dont on voit les conséquences. Les laboratoires allemands sont ceux qui ont perdu le plus de terrain, fait auquel le contexte politique n'est, selon moi, pas étranger.
- Cette tendance a des conséquences graves pour la recherche et l'innovation. Depuis quelque temps, les groupes européens investissent plus de la moitié des fonds destinés à la recherche en Amérique du Nord alors que l'Europe abritait encore, il y a 20 ans, deux tiers de la recherche pharmaceutique mondiale. Que l'on considère l'«output», c'est-à-dire le nombre de nouvelles substances actives, ou l'«input», c'est-à-dire les dépenses de R&D, les Etats-Unis arrivent aujourd'hui clairement en tête.

Comment affronter l'avenir, quel rôle joue pour nous le site Suisse?

La stratégie de Roche – concentration des moyens et innovation

La réponse de Roche à la transformation des marchés de santé s'appelle *concentration des moyens* et *innovation*.

Nous voulons être parmi les meilleurs du monde dans les domaines dans lesquels nous travaillons. En concentrant ses moyens sur les secteurs d'innovation que sont le pharmaceutique et le diagnostique, Roche vise à développer des produits cliniquement différenciés offrant, grâce à leur rapport efficacité-coût une valeur ajoutée incontestable, et ce non seulement pour les médecins et les patients, mais pour le système de santé en général.

Cette stratégie nous oblige à développer toujours plus notre portefeuille d'entreprises. D'où les acquisitions et externalisations auxquelles nous avons procédé au cours des dernières années, y compris en Suisse, et qui ont eu pour effet une réorientation fondamentale de l'entreprise. Font partie de celles-ci

- l'achat de Disetronic, AVL, Igen et Chugai,
- l'externalisation de certains secteurs de recherche, conduisant notamment à la création d'Actelion et de Basilea,
- la vente de Givaudan, de la division Vitamines et, maintenant, des produits en vente libre.

L'un des grands avantages de la Suisse est que l'on peut y procéder rapidement et en souplesse à des changements de cette importance, alors que la législation, la fiscalité et le droit du travail de la plupart des pays européens multiplient les obstacles au changement et rendent l'adaptation des entreprises aux évolutions du marché beaucoup plus difficile et plus longue et, par conséquent, plus coûteuse. Voilà un atout que la Suisse se doit de garder dans son jeu. La liberté entrepreneuriale de mener rapidement à bien les mutations structurelles doit être préservée. Car à la longue, seules les entreprises outillées pour affronter la concurrence internationale sont capables d'assurer et de créer des emplois. Une entreprise qui n'avance pas ne peut pas être demain une entreprise qui gagne.

Quelle est pour Roche l'importance du site d'innovation Suisse?

L'importance pour Roche du paysage de recherche suisse

Roche dépensera à Bâle 1,5 environ des 5 milliards de francs qu'elle consacrera cette année à la recherche et au développement. Bâle reste donc le plus grand site de recherche du groupe; sur les 6000 employés de Roche Bâle (10% de l'effectif du groupe), 2000 travaillent dans la recherche et le développement pharmaceutiques. Je précise que la direction de la recherche du groupe se trouve, elle aussi, à Bâle et qu'elle y restera.

Il n'est donc pas étonnant que la part des diplômés des hautes écoles atteigne sur les sites suisses de Roche le chiffre très élevé de 40%. Pour les postes internationaux, nous recrutons les meilleurs éléments du monde. On dénombre parmi l'effectif de Roche Bâle 56 nationalités différentes et plus de 50% des employés de Roche travaillant en Suisse ont un passeport étranger.

Un contexte humain et tolérant, une grande diversité des loisirs et un accès direct aux grandes voies de communication européennes et mondiales constituent en l'occurrence des atouts non négligeables.

L'une des raisons, et non des moindres, pour lesquelles la Suisse joue pour notre recherche et notre production pharmaceutiques un rôle important est que nous y expérimentons régulièrement les technologies les plus modernes, avec les investissements que cela suppose. Deux exemples:

- Nous avons investi, il y a quelques années, 150 millions de francs dans la construction d'un nouveau bâtiment de recherche pharmaceutique. «Un chimiste, une molécule, une semaine», disait-on encore, il y a peu de temps, parlant de l'essai des nouvelles substances médicamenteuses. Dans notre bâtiment high-tech, c'est par milliers que se comptent aujourd'hui les tests effectués chaque jour. Nous sommes donc véritablement entrés dans une nouvelle dimension technologique.
- Et Roche a annoncé, il y a quelques semaines, la construction, à Bâle, d'un nouveau centre de production biotechnologique représentant un investissement de 400 millions de francs. But de l'opération: approvisionner dès 2009, au départ de la Suisse, le marché mondial en substances novatrices contre le cancer antérieurement produites aux Etats-Unis.

Bâtir sur les points forts, éliminer les points faibles

La Suisse possède avec la région bâloise un pôle de biotechnologie de dimension européenne, formé de Roche et de Novartis, mais aussi de nombreuses PME de biotechnologie. Outre un large spectre de recherche et développement appliquée, la région peut se targuer d'une forte densité d'instituts de recherche fondamentale. Par exemple le centre biologique de l'Université (N° 3 mondial de la recherche biomoléculaire), le centre pharmaceutique de celle-ci ou l'Institut Friedrich Miescher. Grâce à ce pôle, la région de Bâle s'est enrichie au cours des dernières années de 7000 nouveaux emplois.

Une stratégie des pôles habilement conduite contribue à accélérer la croissance économique du pays tout entier et permet aussi que se forme un point de cristallisation, un foyer de progrès. Il est donc très heureux que le cas de Bâle ne soit pas un exemple isolé et que Zurich, ainsi que la région Lausanne/Genève consacrent au développement du site biotechnologique helvétique plusieurs fois les deniers publics investis par Bâle. La Suisse a les moyens de jouer demain dans les domaines clés que sont la biotechnologie et les sciences de la vie un rôle mondial.

Il est souhaitable, vu leur importance, que les tendances globales de la biotechnologie n'interpellent pas uniquement les entreprises et que les responsables politiques se sentent, eux aussi, concernés.

Aussi saluons-nous l'ambitieux projet de bâtir, en étroite collaboration avec les Universités de Zurich et de Bâle ainsi que l'EPF de Zurich, un institut de biologie systémique devant faire de la Suisse un centre de compétence en la matière. Il en existe deux aux Etats-Unis, mais encore aucun en Europe, où l'institut bâlois pourrait donc jouer les locomotives. Cela devrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie nationale, tant il est vrai que l'on ne peut être parmi les meilleurs si l'on n'excelle pas dans les sciences fondamentales.

Ce qui m'amène à évoquer la politique économique.

Comment pouvons-nous insuffler à ce pays davantage de croissance? Etant donné que les réserves de main-d'œuvre y sont en très grande partie épuisées – comparée à certains autres pays, la durée hebdomadaire du travail de même que le taux d'activité y sont élevés – c'est surtout des gains de productivité, autrement dit de l'innovation, que devra venir le plus de croissance.

Les priorités en matière de politique économique

Les moteurs de l'innovation sont – mêmes les économistes en conviennent – l'instruction, la formation continue (apprendre toute sa vie), l'encouragement des élites, la recherche ainsi que les transferts de savoir et de technologie.

Les priorités de la politique économique doivent être telles que la Suisse offre pour les secteurs innovants, à très forte valeur ajoutée, des conditions au moins égales, sinon meilleures, que celles des pays et régions qui sont en concurrence avec elle.

La biotechnologie est en Suisse un cas exemplaire de l'importance que revêtent pour le développement de l'économie des conditions cadres favorables. Depuis le rejet, en 1998, de l'initiative pour la protection génétique, les petites et moyennes entreprises de

biotechnologie se multiplient dans le pays. Si l'on se réfère au nombre d'entreprises, la Suisse occupe aujourd'hui le sixième rang européen et le neuvième rang mondial de ce secteur. Ce qui souligne avec force l'importance de l'acceptation des nouvelles technologies par le public.

Par rapport à nos voisins du nord de l'Europe, aucune menace aiguë ne plane actuellement, nous l'avons dit, sur la compétitivité du site pharmaceutique Suisse. Il existe cependant des signes avertisseurs tels que le recul du nombre de publications scientifiques, la baisse des investissements de capital-risque ou les voix prônant l'instauration d'un contrôle des prix pour les produits innovants. La Suisse mérite en outre une mauvaise note pour ce qui est des fonds publics consacrés à la recherche, qui étaient, dans un passé récent, *inférieurs* à la moyenne de ceux des pays de l'OCDE. On ne peut continuer ainsi.

Trois axes pour améliorer les conditions cadres

Pour soutenir en Suisse la stratégie d'innovation de l'industrie pharmaceutique, le politique doit faire trois choses, à savoir:

1. viser l'excellence dans la formation et la recherche,
2. reconnaître et promouvoir la R&D innovante,
3. accélérer l'accès des produits novateurs au marché.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Excellence dans la formation et la recherche

Lors de l'Assemblée générale de la Société suisse des industries chimiques SSIC de cette année, le Dr Wehrli, son président, a dit clairement ce qui devait être fait pour parvenir à l'excellence dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la politique publique de formation et de recherche. J'approuve entièrement ses thèses. En effet, s'agissant de son maintien durable en Suisse, une entreprise pharmaceutique globale comme Roche ne peut être indifférente au fait que les meilleurs jeunes talents des sciences naturelles du pays trouvent ou non à s'y épanouir. Il s'agit donc non seulement d'assurer la qualité, l'originalité et la force d'innovation de la recherche universitaire, mais de continuer à en renforcer la compétitivité internationale en l'encourageant, en définissant clairement les priorités et en lui consacrant les financements nécessaires.

Je suis très favorable aussi à ce que les milieux économiques s'engagent plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici dans le domaine académique et collaborent plus étroitement avec les universités. On en a déjà quelques exemples concrets au niveau des conseils d'Université ainsi qu'avec l'élaboration de projets communs, utiles aux uns comme aux autres, ou l'aide à la création de «start-up», comme celles qui sont sorties de l'EPF de Zurich.

Renforcer la protection conférée par les brevets

Pour le site d'innovation Suisse, la protection de la propriété intellectuelle joue, j'en suis convaincu, le rôle clé par excellence. Plus ça va et plus une économie à haut savoir-faire comme l'économie suisse a besoin que la protection conférée par les brevets soit efficace. Rappelons que la Suisse arrive largement en tête pour le nombre de brevets par habitant. Comment peut-on prendre la responsabilité d'investir dans la recherche pharmaceutique, où le risque est si grand, si la protection qu'assurent les brevets n'est pas efficace? Dans le débat sur le libre échange et la protection par brevet qui se développe actuellement au sujet

du marché des médicaments, il faut savoir raison garder et ne pas affaiblir la protection de l'innovation qu'offre un pays de recherche comme la Suisse pour des économies de coûts passagères. Ne nous privons pas d'un avantage concurrentiel de poids!

Un mot seulement sur les discussions sans fin concernant les importations parallèles de produits protégés par brevet. On ne peut pas avoir l'avantage du niveau de recherche, de production et de création de valeur qu'offre la Suisse et prétendre en même temps acheter à des prix polonais ou grecs décrétés par les pouvoirs publics. Nous nous félicitons de ce que le Conseil fédéral soit, lui aussi, parvenu à la conclusion que les importations parallèles de médicaments feraient plus de mal que de bien à l'économie suisse. En autorisant des importations parallèles de biens protégés par brevet, la Suisse affaiblirait unilatéralement et sans contrepartie aucune sa position, tant il est vrai que pratiquement tous les pays considèrent que la promotion de l'innovation est, en l'occurrence, plus importante qu'une concurrence illimitée.

La Suisse devrait au contraire jouer en matière de droit des brevets un rôle international de pointe et protéger le site helvétique par des brevets efficaces, sans que soit pour autant entravée la recherche et restreinte la liberté de chercher. Ce n'est pas ce que fait le projet de révision de la loi sur les brevets adopté par le Conseil fédéral, qui limite notamment la protection des matières biologiques que confèrent les brevets portant sur des gènes et des séquences partielles de gènes et institue de façon unilatérale l'obligation d'indiquer, dans la demande de brevet, la source des ressources génétiques ainsi que les connaissances traditionnelles. De telles dispositions affaiblissent au lieu de la renforcer la protection conférée par les brevets. En rester là reviendrait à donner un signal politique faux et à empêcher le site de recherche biomédicale suisse de lutter à armes égales avec les Etats-Unis et l'UE.

Accélérer l'accès au marché

Disons enfin qu'une procédure d'autorisation et d'enregistrement des nouveaux médicaments rapide ne pourrait être que bénéfique pour le site d'innovation Suisse, et ce parce que même les produits innovants perdent plus vite qu'autrefois leur exclusivité. Aussi est-il capital de permettre aux médicaments novateurs d'arriver rapidement sur le marché. Le politique peut y contribuer en instaurant par exemple pour le traitement des dossiers de mise en marché des délais administratifs se comparant favorablement avec ceux des autres pays. Et ce processus pourrait encore être accéléré par des accords de réciprocité reconnaissant la validité des contrôles effectués par les autorités des différents pays. La Suisse aurait à créer à cet effet un inspectorat d'un niveau de qualité conforme aux normes internationales.

Mais que l'on ne voie surtout pas en moi l'avocat d'un surplus de réglementation! Au contraire: dans l'intérêt de tous, ne devrait pas être promulguée en Suisse de loi dont on n'ait mesuré auparavant les effets sur la qualité du site et la liberté entrepreneuriale dont doivent jouir les activités novatrices. Il est de notre devoir de nous opposer à la montée des réglementations et de la bureaucratie et de dire avec Montesquieu: «Ne faites pas de lois inutiles, elles affaiblissent les lois nécessaires.» Principe qui, bien entendu, est encore valable de nos jours. Si le politique exige de nous toujours plus de preuves du rapport efficacité-coût de nos médicaments et de nos tests, ne sommes-nous pas en droit d'avoir vis-à-vis d'elle les mêmes exigences en ce qui concerne les lois?

Mesdames, Messieurs,

Le processus par lequel le savoir se transforme en création de valeur économique est un processus interdépendant, mettant en jeu de nombreux acteurs. Si nous savons saisir résolument les chances qui s'offrent à nous, la Suisse est très bien placée pour rester l'un des meilleurs sites scientifiques et d'innovation du monde.

Pour assurer leurs résultats, les entreprises doivent adopter une culture de l'innovation. L'innovation est le fruit de la compétence de chacun ainsi que du contexte industriel dans lequel évolue l'entreprise. Mais les pays où peut exister une recherche-développement novatrice sont aussi, dans une large mesure, ceux où l'on accepte les nouvelles connaissances et les nouvelles méthodes qui nous viennent des sciences naturelles, et dont l'économie est prête à prendre des risques.

Il n'est pas de notre devoir de prédire l'avenir, mais de le rendre possible.